

## ENQUÊTE D'INNOVATION – LES NOUVELLES-CALÉDONIENNES

Publié le mardi 26 août 2014 à 03H00

**Le programme « Pace-net plus » vise à renforcer la coopération entre l'Europe et le Pacifique, notamment en matière d'innovation. Et promet d'aider la Nouvelle-Calédonie à mieux identifier, stimuler et exporter ses talents.**



Michele Di Maio, économiste à l'université de Naples-Parthenope, a mené une mission d'étude de l'innovation calédonienne.  
Photo C.R.

« Pace-net », pour « Pacific Europe Network » (réseau Europe-Pacifique). Né en 2010 et financé par l'Union européenne, le programme de renforcement des relations scientifiques et technologiques met depuis l'année dernière l'accent sur l'innovation. Tant mieux pour la Nouvelle-Calédonie, riche d'une recherche scientifique de pointe - notamment dans les questions environnementales, maritimes ou minières -, **qui peine encore à engendrer des entreprises compétitives\***.

**Méconnue.** Son fonctionnement reste le même : coordonnés par l'IRD, une quinzaine de partenaires européens, océaniques ou internationaux multiplient les rencontres thématiques pour stimuler la coopération scientifique et désormais commerciale. Avec, comme feuille de route, la réponse à des défis sociétaux liés à la santé, à l'agriculture, à la bioéconomie ou à la lutte contre le changement climatique.

Pourquoi l'Europe s'intéresse-t-elle tant à la Nouvelle-Calédonie et au Pacifique ? « Parce que nous n'avons pas, ou très peu, de connaissances sur l'innovation dans la région, malgré des intérêts communs », répond Michele Di Maio. Pour l'économiste italien, en mission sur le Caillou depuis une dizaine de jours, « les chercheurs et les entreprises européennes ont tout à gagner à développer leurs liens avec le Pacifique, qui est pour eux la zone la plus méconnue du monde ».

Après avoir prospecté aux Fidji et avant une future mission aux Samoa, l'universitaire napolitain, rattaché à l'Unido, Organisation des Nations unies pour le développement industriel, a multiplié les rencontres avec des chefs d'entreprise, chercheurs et responsables d'institutions calédoniens.

**Investissement.** De quoi « identifier les niches d'innovation ». « Nous pourrions ainsi mieux faire valoir les opportunités de recherches et d'investissements en Nouvelle-Calédonie et dans la région », explique l'économiste, qui adressera un rapport public à la Commission européenne.

Mais aussi récolter les analyses des premiers concernés, aider les pays océaniques à améliorer leur encadrement du secteur et à s'inspirer de modèles extérieurs. Soit précisément ce dont a besoin la Nouvelle-Calédonie, où l'Adecac ou l'IRD cherchent à catalyser l'innovation et à développer des ponts entre public et privé.

« Il ne s'agit pas de se substituer à qui que ce soit, mais de suggérer des activités conjointes et des méthodes d'aide », précise Jean-François Marini, coordinateur du programme européen au sein de l'IRD. La Nouvelle-Calédonie a beaucoup à apporter au programme : en novembre, Nouméa accueillera décideurs et scientifiques dans un atelier « Pace-net plus » sur le thème de la santé des écosystèmes marins. Le Centre national de recherche technologique « Nickel et son environnement », lui aussi partenaire du projet, interviendra à Auckland en fin d'année sur la question de la ressource minérale.

Plus d'information : [pacenet.eu](http://pacenet.eu)